



CHAPITRE 53

Loi modifiant la Loi médicale de Québec

[Sanctionnée le 27 juin 1962]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 264, a. 3, mod. **1.** L'article 3 de la Loi médicale de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 264) est modifié en remplaçant les mots "cent mille dollars" dans le dernier alinéa du paragraphe 3 par les mots "cinq cent mille dollars".

Id., a. 5, mod. **2.** L'article 5 de la dite loi, modifié par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 32, est de nouveau modifié:

Droit d'une autre faculté, à un représentant.

a) en ajoutant, à la fin du paragraphe 1, l'alinéa suivant:
"Advenant, dans la province, l'institution d'une autre faculté de médecine reconnue par le Bureau provincial de médecine, elle aura droit à un représentant à ce Bureau et le nombre des membres de celui-ci sera augmenté d'autant.";

b) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

Élections générales.

"2. Les élections générales des gouverneurs choisis par le Collège se font tous les quatre ans, le premier mercredi de novembre, ou, si ce jour est férié, le jour non férié suivant, en commençant au mois de novembre 1962."

Gouverneurs actuels.

3. Les gouverneurs actuels du Collège restent en fonctions jusqu'au jour fixé pour l'élection de leurs successeurs.

CHAPTER 53

An Act to amend the Quebec Medical Act

[Assented to 27th June 1962]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 3 of the Quebec Medical Act (Revised Statutes, 1941, chapter 264) is amended by replacing the words "one hundred thousand dollars" in the last paragraph of subsection 3 by the words "five hundred thousand dollars".

2. Section 5 of the said act, amended by section 1 of the act 12 George VI, chapter 32, is again amended:

a. by adding at the end of subsection 1, the following paragraph:

"If another faculty of medicine recognized by the Provincial Medical Board should be established in the province, it shall be entitled to one representative on such Board and the number of the members thereof shall be increased accordingly.";

b. by replacing subsection 2 by the following:

"2. The general elections of the Governors chosen by the College shall, beginning with the month of November 1962, take place every four years, on the first Wednesday of November, or, if such day be a non-judicial day, then on the next following judicial day."

3. The present governors of the College shall remain in office until the day fixed for the election of their successors.

S.R., c. 264, a. 11, mod.

Assemblées.

4. L'article 11 de la dite loi, modifié par l'article 3 de la loi 12 George VI, chapitre 32, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant: "1. Le Bureau provincial de médecine doit tenir une assemblée plénière annuelle dont la date et le lieu sont fixés par règlement et d'autres assemblées régulières dont le nombre, la date et le lieu, sont aussi fixés par règlement."

S.R., c. 264, a. 12, mod.

5. L'article 12 de la dite loi est modifié en remplaçant au paragraphe 3 les mots "membres du Bureau provincial de médecine" par les mots "à l'exception du registraire".

Id., a. 13, remp.

6. L'article 13 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Assemblées spéciales.

"**13.** Le registraire du Bureau provincial de médecine, à la demande écrite d'au moins douze membres du Bureau, est tenu de convoquer sans délai une assemblée spéciale.

Idem.

Lorsqu'il le juge nécessaire, le président peut requérir le registraire de convoquer une assemblée spéciale.

Avis.

L'avis de convocation doit être déposé à la poste au moins trois jours francs avant la date fixée pour l'assemblée."

S.R., c. 264, a. 15, mod.

Tarifs d'honoraires.

7. L'article 15 de la dite loi, modifié par l'article 4 de la loi 12 George VI, chapitre 32, est de nouveau modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"15° Pour établir, modifier ou remplacer des tarifs d'honoraires professionnels qui toutefois n'entrent en vigueur que sur l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après publication dans la *Gazette officielle de Québec*."

S.R., a. 264, a. 19, mod.
Comité exécutif.

8. L'article 19 de la dite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Ces officiers constituent le comité exécutif."

S.R., c. 264, a. 20, mod.

9. L'article 20 de la dite loi est modifié en insérant après les mots "Ces officiers" dans la troisième ligne, les mots "à l'exception du registraire".

S.R., c. 264, a. 21, remp.

10. L'article 21 de la dite loi est remplacé par le suivant:

4. Section 11 of the said act, amended by section 3 of the act 12 George VI, chapter 32, is again amended by replacing subsection 1 by the following:

"1. The Provincial Medical Board shall hold an annual general meeting on the date and at the place fixed by by-law, and other regular meetings the number, date and place of which shall also be fixed by by-law."

5. Section 12 of the said act is amended by replacing the words "who are members of the Provincial Medical Board" in subsection 3, by the words "except the registrar."

6. Section 13 of the said act is replaced by the following:

"**13.** The registrar of the Provincial Medical Board, at the written request of at least twelve members of the Board, shall forthwith call a special meeting.

Whenever he deems it necessary, the chairman may require the registrar to call a special meeting.

The notice calling the meeting shall be mailed at least three clear days before the day fixed for the meeting."

7. Section 15 of the said act, amended by section 4 of the act 12 George VI, chapter 32, is again amended by adding the following paragraph:

"15. To fix, change or replace tariffs of professional fees which, however, shall only come into force upon approval by the Lieutenant-Governor in Council and after publication in the *Quebec Official Gazette*."

8. Section 19 of the said act is amended by adding the following paragraph: "Such officers shall constitute the executive committee."

9. Section 20 of the said act is amended by inserting, after the words "Such officers" in the third line, the words "except the registrar."

10. Section 21 of the said act is replaced by the following:

Regis-
traire.

"21. Le registraire peut être choisi en dehors des membres du Bureau provincial de médecine, pourvu qu'il soit membre du Collège. Il est nommé par le Bureau provincial de médecine. Sa nomination ne peut être révoquée que sur le vote affirmatif des deux tiers des membres du Bureau provincial de médecine."

S.R., c.
264, a. 23,
rempl.

11. L'article 23 de la dite loi, modifié par l'article 6 de la loi 12 George VI, chapitre 32, est remplacé par le suivant :

Prési-
dence.

"23. 1. Le président préside toutes les assemblées du Bureau provincial de médecine et du comité exécutif. Il est également membre *ex officio* de tous les comités, à l'exception des comités de discipline et de conciliation.

Idem.

2. Au cas d'absence du président, le premier vice-président, par ordre de nomination, le remplace temporairement.

Remplace-
ment du
président.

3. Au cas de décès, de démission ou d'incapacité d'agir du président, le Bureau provincial de médecine est convoqué par le registraire dans un délai d'un mois aux fins de procéder à l'élection d'un nouveau président.

Remplace-
ment du
vice-pré-
sident.

4. Au cas de décès, de démission ou d'incapacité d'agir d'un vice-président, ou au cas d'élection d'un vice-président à la présidence, un remplaçant à la vice-présidence est élu par les gouverneurs, séance tenante ou à la première assemblée du Bureau provincial de médecine après le décès, la démission ou la constatation de l'incapacité d'agir. Le remplaçant devient le dernier élu par ordre de nomination."

S.R., c.
264, a. 24,
mod.

12. L'article 24 de la dite loi modifié par l'article 7 de la loi 12 George VI, chapitre 32 et par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 64, est de nouveau modifié en ajoutant le paragraphe suivant :

Membre
des co-
mités, etc.

"6. Le registraire fait partie, *ex officio*, de tous les comités et commissions à l'exception du conseil de discipline; mais il n'a pas droit de vote."

S.R., c.
264, a. 27,
mod.

13. L'article 27 de la dite loi est modifié en abrogeant le paragraphe 2.

Id., c. 47,
mod.

14. L'article 47 de la dite loi modifié par l'article 17 de la loi 12 George VI,

Registrar.

"21. The registrar need not be a member of the Provincial Medical Board, but must be a member of the College. He shall be appointed by the Provincial Medical Board. His appointment cannot be revoked except by the affirmative vote of two-thirds of the members of the Provincial Medical Board."

R.S., c.
264, s. 23,
replaced.

11. Section 23 of the said act, amended by section 6 of the act 12 George VI, chapter 32, is replaced by the following :

Chairman
at meet-
ings.

"23. 1. The president shall preside at all meetings of the Provincial Medical Board and of the executive committee. He shall also be a member *ex officio* of all committees except committees on discipline and conciliation committees.

Idem.

2. In the absence of the president, the first vice-president, in order of appointment, shall replace him temporarily.

Replace-
ment of
president.

3. Should the president die, resign or be unable to act, the Provincial Medical Board shall be convened by the registrar within a delay of one month to elect another president.

Replace-
ment of
vice-
president.

4. Should a vice-president die, resign, be unable to act or be elected president, a successor to the vice-presidency shall be elected by the governors forthwith or at the first meeting of the Provincial Medical Board after the death or resignation, or after the inability to act is ascertained. The successor shall become the last elected in order of appointment."

R.S., c.
264, s. 24,
am.

12. Section 24 of the said act, amended by section 7 of the act 12 George VI, chapter 32 and by section 1 of the act 13 George VI, chapter 64, is again amended by adding the following subsection :

Member
of com-
mittees,
etc.

"6. The registrar shall be a member *ex officio* of all committees and boards except the Council on Discipline, but he shall not be entitled to vote."

R.S., c.
264, s. 27,
am.

13. Section 27 of the said act is amended by repealing subsection 2.

Id., s. 47,
am.

14. Section 47 of the said act, amended by section 17 of the act 12 George VI,

chapitre 32, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Permis à non canadien.

"Toutefois, si cette personne n'est pas citoyen canadien, le Bureau provincial de médecine peut lui accorder un permis l'autorisant à exercer comme interne, résident ou moniteur dans un hôpital aux conditions qu'il fixe."

chapter 32, is again amended by adding the following paragraph:

"However, if such person is not a Canadian citizen, the Provincial Medical Board may grant him a permit authorizing him to practise as an intern, resident or monitor in a hospital on such conditions as the board may fix."

S.R., c. 264, sec. VII, remp.

15. La section VII de la dite loi est remplacée par la suivante:

"SECTION VII

DE LA DISCIPLINE

§1. — *Enquêtes*

Pouvoir du comité exécutif.

61. En tout temps, le comité exécutif du Bureau provincial de médecine a le droit de tenir une enquête sur toute matière ayant trait à la déontologie médicale, la discipline de ses membres ou l'honneur et la dignité de la profession.

Délégué pour enquêtes.

Aux fins de cette enquête, le comité délègue un membre du Collège, qui a le droit d'obtenir de tout médecin, hôpital ou patient tous les renseignements qu'il juge utiles, sans qu'aucun d'eux ne puisse invoquer le secret professionnel.

Ordonnance de cour.

S'il y a refus de répondre ou d'exhiber un document touchant l'enquête, le Collège peut obtenir sur requête dûment signifiée à l'intéressé une ordonnance de la Cour supérieure équivalant à une ordonnance de mépris de cour.

§2. — *Conseil de discipline*

Plainte.

62. Toute personne peut porter plainte contre un membre du Collège. Le registraire a aussi ce pouvoir, qu'il agisse de son propre chef, ou sur l'ordre du président, ou sur l'ordre du comité exécutif ou sur l'ordre du Bureau provincial de médecine.

Forme et contenu.

Toute plainte contre un membre du Collège doit être portée par écrit, en indiquant sommairement la nature, le temps, le lieu et les circonstances de l'infraction, sous serment prêté devant le registraire ou un gouverneur et adressée au conseil de discipline.

15. Division VII of the said act is replaced by the following:

Person not a Canadian citizen.

"DIVISION VII

DISCIPLINE

§1. — *Inquiries*

61. The executive committee of the Provincial Medical Board may at any time hold an inquiry into any matter relating to medical ethics, the discipline of its members or the honour and dignity of the profession.

Power of executive committee.

For the purposes of such inquiry, the committee shall delegate one member of the College who shall have the right to obtain from any physician, hospital or patient all the information he considers useful, and none of them may plead professional secrecy.

Delegate to obtain information.

In case of refusal to answer or to produce any document relating to the inquiry, the College may obtain, upon a petition duly served on the party concerned, an order of the Superior Court equivalent to a rule of contempt of court.

Court order.

§2. — *Council on discipline*

62. Any person may make a complaint against a member of the College. The registrar may also do so, acting on his own authority or on the order of the chairman, the executive committee or the Provincial Medical Board.

Complaint.

Every complaint against a member of the College shall be made in writing, specifying briefly the nature, time, place and circumstances of the offence, under oath taken before the registrar or a governor, and addressed to the Council on Discipline.

Form and contents.

Remise et
signifi-
cation. Lorsque la plainte n'est pas portée par le registraire, elle doit être remise à ce dernier qui a dans tous les cas le devoir de la faire signifier.

Conseil de
discipline. **63.** 1. Le Conseil de discipline est composé de trois membres choisis par les gouverneurs parmi les membres du Collège qui ne font pas partie du Bureau provincial de médecine. Ces membres sont nommés pour trois ans à compter du 1er décembre.

Vacances. 2. Toute vacance est remplie par les gouverneurs pour la durée non écoulée des fonctions du membre à remplacer.

Quorum. 3. Le quorum du Conseil de discipline est de deux membres.

Durée
d'office. 4. Chaque membre du Conseil de discipline reste en fonctions jusqu'à son remplacement et, après ce remplacement, il reste en fonctions aux fins d'achever toute enquête commencée devant lui et de rendre la décision dans toute affaire instruite devant lui.

Premier
conseil. **64.** Le premier Conseil de discipline, nommé par le Bureau provincial de médecine, en novembre 1962, sera composé de trois membres nommés respectivement pour un, deux et trois ans.

Secrétaire. **65.** Le Conseil de discipline est assisté d'un secrétaire qu'il désigne pour les fins de chaque affaire dont il est saisi.

Pouvoirs
du
conseil. **66.** Le Conseil de discipline a le pouvoir:

1° de faire prêter serment, d'assigner des témoins et d'exiger la production de documents, ayant à ces fins tous les pouvoirs de la Cour supérieure;

2° de décider, en l'absence d'un règlement ou d'une disposition de la loi applicable au cas particulier, si l'acte reproché est dérogatoire à l'honneur ou à la dignité de la profession médicale; dans le cas de toute telle décision, les sanctions prévues aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 3° ne pourront être imposées;

3° d'imposer des peines disciplinaires savoir:

a) La destitution de membre du Collège;

When the complaint is not made by the registrar, it shall be sent to him and he shall in all cases cause it to be served.

Filing
and
service.

63. 1. The Council on Discipline shall be composed of three members chosen by the governors from among the members of the College who are not members of the Provincial Medical Board. Such members shall be appointed for three years computed from the 1st of December.

Council on
Discipline.

2. Any vacancy shall be filled by the governors for the unexpired portion of the term of office of the member being replaced.

Vacancy.

3. Two members shall constitute a quorum of the Council on Discipline.

Quorum.

4. Each member of the Council on Discipline shall remain in office until replaced and, after such replacement, shall remain in office for the purpose of finishing any inquiry commenced before him and rendering a decision in any matter heard before him.

Term of
office.

64. The first Council on Discipline, appointed by the Provincial Medical Board in November 1962, shall be composed of three members appointed for one, two and three years respectively.

First
Council.

65. The Council on Discipline shall be assisted by a secretary designated by it for the purposes of each matter that comes before it.

Secretary.

66. The Council on Discipline shall have power:

Powers of
Council.

1. to administer oaths, summon witnesses and require the production of documents, having for such purposes all the powers of the Superior Court;

2. to decide, in the absence of a by-law or provision of law applicable to a particular case, whether the act complained of is derogatory to the honour or dignity of the medical profession; in the case of any such decision, the penalties provided in sub-paragraphs *a* and *b* of paragraph 3 shall not be imposed;

3. to impose disciplinary penalties, namely:

a. Dismissal from membership in the College;

b) La suspension de l'exercice de la profession de médecin et chirurgien qui entraîne de plein droit, pour le temps de la suspension, la déchéance de membre du Collège;

c) Une amende d'au plus deux cents dollars pour une première infraction et d'au plus cinq cents dollars en cas de récidive;

d) La censure ou la réprimande;

e) La privation pendant un certain temps du droit de vote aux élections de gouverneur;

f) La privation du droit d'éligibilité à la charge de gouverneur.

Peines cumulatives. Les peines autres que la destitution peuvent être imposées cumulativement.

Exécution de sentence. Dans le cas des alinéas a, b et c du paragraphe 3°, la sentence est exécutoire le seizième jour après la décision du Conseil de discipline. S'il y a appel, la sentence devient exécutoire le jour de son abandon ou de son rejet.

Frais. 67. Le conseil a le pouvoir, en rendant sa décision, de mettre les frais encourus à la charge de l'une ou de l'autre des parties ou de les diviser, et de taxer les frais qui ne sont pas prévus par le tarif.

Bref d'exécution. 68. Le protonotaire de la Cour supérieure du district où la partie condamnée réside doit, sur la production d'une copie certifiée de la décision du conseil ou du comité, émettre un bref d'exécution pour le recouvrement des frais fixés par le tarif ou taxés par le conseil ou le comité, tant avant qu'après la décision, comme pour un jugement de la Cour supérieure.

Suspension jusqu'à paiement des frais. Si la partie qui succombe est un membre du Collège, elle est incapable d'exercer sa profession et est suspendue de plein droit jusqu'à ce qu'elle ait payé les frais auxquels elle est condamnée.

§3. — De l'appel

Droit d'appel. 69. 1. Toute décision du Conseil de discipline qui comporte la suspension ou la destitution ou qui est rendue en vertu du paragraphe 2° de l'article 66 de la présente loi est susceptible d'appel dans un délai de quinze jours.

b. Suspension from the practice of the profession of medicine and surgery, which entails *ipso facto* during suspension the dismissal of such member from the College;

c. A fine of not more than two hundred dollars for a first offence and not more than five hundred dollars for any subsequent offence;

d. Censure or reprimand;

e. Deprivation for a certain time of the right to vote at elections of governors;

f. Deprivation of the right to be elected to the office of governor.

Penalties other than dismissal may be imposed cumulatively. Penalties cumulative.

In the case of sub-paragraphs a, b and c of paragraph 3, the sentence shall be executory on the sixteenth day after the decision of the Council on Discipline. In case of appeal, the sentence shall become executory on the day when the appeal is abandoned or dismissed. When sentence executory.

Costs. 67. In rendering its decision, the Council shall have power to order either party to pay the costs incurred, or to divide them, and to tax the costs not provided for by the tariff.

Writ of execution. 68. The prothonotary of the Superior Court of the district where the party condemned resides, on production of a certified copy of the decision of the Council or committee, shall issue a writ of execution for the recovery of the costs fixed by the tariff or taxed by the Council or committee, both before and after the decision, as in the case of a judgment of the Superior Court.

Suspension till costs paid. If the losing party is a member of the College, he shall not be allowed to practise his profession and shall be suspended *ipso facto* until he has paid the costs awarded against him.

§3. — Appeals

Right of appeal. 69. 1. Every decision of the Council on Discipline entailing suspension or dismissal or rendered under paragraph 2 of section 66 of this act shall be subject to appeal within a delay of fifteen days.

Audition devant comité. 2. Cet appel est entendu devant un comité du Bureau provincial de médecine composé du président et de dix gouverneurs. Ces derniers sont nommés pour deux ans.

Quorum. 3. Le quorum des membres du comité siégeant en appel est de sept membres.

Secrétaire. 4. Le registraire est d'office le secrétaire de ce comité.

Décision. 70. L'appel est jugé sommairement sur le dossier constitué devant le Conseil de discipline.

Pouvoirs du comité. Le comité peut, cependant, exercer tous les pouvoirs nécessaires à sa juridiction et rendre les ordonnances qu'il juge convenables pour suppléer à une défectuosité du dossier ou compléter l'enquête.

Frais. 71. Quant aux frais, le comité siégeant en appel, a les mêmes pouvoirs et les mêmes droits que le Conseil de discipline.

§4. — Dispositions générales

Procédure. 72. Les articles 237 et 238 du Code de procédure civile s'appliquent aux membres du Conseil de discipline et à ceux du comité siégeant en appel.

Acte criminel. 73. La commission d'un acte criminel légalement prouvée et suivie de condamnation définitive par un tribunal, décrétant l'incarcération dans un pénitencier, comporte de plein droit la destitution de membre du Collège.

Idem. 74. La commission d'un acte criminel légalement prouvée et suivie de condamnation définitive par un tribunal peut, lorsque celle-ci ne décrète pas l'incarcération dans un pénitencier, justifier sans enquête à la discrétion du Conseil de discipline une peine disciplinaire, sur production d'une copie certifiée du jugement.

Acte dérogatoire. S'il est constaté par le jugement final et sans appel d'un tribunal qu'un membre du Collège a commis quelque infraction à ses devoirs professionnels ou a commis un acte dérogatoire à l'honneur de la profession, le Conseil de discipline peut, sans enquête, imposer une peine disciplinaire,

2. Such appeal shall be heard before a committee of the Provincial Medical Board composed of the chairman and ten governors. The latter shall be appointed for two years.

3. The quorum of the members of the committee sitting in appeal shall be seven members.

4. The registrar shall be *ex officio* the secretary of such committee.

70. The appeal shall be decided summarily on the record as constituted before the Council on Discipline.

Nevertheless, the committee may exercise all the powers necessary to its jurisdiction and give such orders as it deems expedient to supply any deficiency in the record or complete the inquiry.

71. The committee sitting in appeal shall have the same powers and rights respecting costs as the Council on Discipline.

§4. — General provisions

72. Articles 237 and 238 of the Code of Civil Procedure shall apply to the members of the Council on Discipline and to those of the committee sitting in appeal.

73. The commission of an indictable offence legally proved and followed by final sentence by a court, ordering imprisonment in the penitentiary, shall entail *ipso facto* loss of membership in the College.

74. The commission of an indictable offence legally proved and followed by final sentence by a court, when the sentence does not order imprisonment in the penitentiary, may justify, without investigation in the discretion of the Council on Discipline, a disciplinary penalty on production of a certified copy of the judgment.

If it is established by a final judgment without appeal of a court that a member of the College has committed some infringement of his professional duties or has committed an act derogatory to the honour of the profession, the Council on Discipline may impose a disciplinary pen-

Hearing before committee.

Quorum.

Secretary.

Decision.

Powers of committee.

Costs.

Procedure.

Indictable offence.

Idem.

Derogatory acts judicially proved.

sur production d'une copie certifiée de ce jugement.

Devoir du greffier du tribunal.

75. Le greffier du tribunal qui a prononcé une sentence ou un jugement visés par l'article 73 ou l'article 74 est tenu d'en transmettre, sans délai, une copie certifiée au registraire du Collège.

Jurisdiction limitée.

76. En matière de discipline, le Conseil de discipline et le comité siégeant en appel sont soustraits à la juridiction de la Cour supérieure et il n'y a pas d'appel de leurs décisions devant les tribunaux sauf par bref de *certiorari* à l'encontre de la décision finale du Comité en appel."

S.R., c. 264, s. 77, mod.

16. L'article 77 de la dite loi est modifié en remplaçant les paragraphes 1, 2, 3 et 4 par les suivants:

Exercice sans enregistrement.

"**77.** 1. Toute personne non enregistrée dans cette province, qui est trouvée coupable d'y avoir exercé le médecine, la chirurgie ou l'obstétrique, en contravention avec les dispositions de la présente loi, encourt une amende de cent dollars pour une première infraction, de deux cents dollars pour une deuxième infraction et de cinq cents dollars pour toute infractions subséquente.

Restriction.

Cette disposition ne s'applique pas aux services rendus gratuitement par des personnes qui, en raison de leur état, peuvent dans des circonstances spéciales faire certains actes qui, autrement, tomberaient sous le coup de la présente loi.

Usage indu de titre.

2. Une amende de deux cents dollars pour une première infraction et de cinq cents dollars pour toute infraction subséquente est encourue par toute personne qui prend le titre de docteur en médecine, de médecin ou de chirurgien, ou tout autre titre ou nom qui peut faire supposer qu'elle est autorisée légalement à exercer la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique dans cette province, si elle ne peut établir ce fait par une preuve légale.

Fausse représentation, etc.

3. Toute personne non enregistrée en vertu de la présente loi, qui prend dans une annonce, un journal, une circulaire, une carte ou une enseigne, un titre, un

alty, without investigation, on production of a certified copy of such judgment.

75. The clerk of the court that has pronounced a sentence or rendered a judgment contemplated in section 73 or 74 shall forward a certified copy thereof without delay to the registrar of the College.

Duty of clerk of court.

76. In disciplinary matters, the Council on Discipline and the committee sitting in appeal shall not be subject to the jurisdiction of the Superior Court and no appeal shall lie to the courts from their decisions, except by writ of *certiorari* against the final decision of the committee sitting in appeal."

Court jurisdiction limited.

16. Section 77 of the said act is amended by replacing subsections 1, 2, 3 and 4 by the following subsections:

S.R., c. 264, s. 77, am.

"**77.** 1. Every person not registered in this Province, who is convicted of having practised medicine, surgery or obstetrics therein in contravention of this act, shall be liable to a fine of one hundred dollars for the first offence, of two hundred dollars for the second offence, and of five hundred dollars for every subsequent offence.

Practice without registration.

This provision shall not apply to services rendered gratuitously by persons who, by reason of their calling, may in special circumstances do certain acts to which this act would otherwise apply.

Exception.

2. A fine of two hundred dollars for the first offence and of five hundred dollars for every subsequent offence shall be incurred by any person who assumes the title of doctor of medicine, or of physician or of surgeon, or any other title or name which might give reason to suppose that he is legally authorized to practise medicine, surgery or obstetrics in this Province, if he cannot establish such fact by legal proof.

Usurping title.

3. Every person not registered under this act who, in an advertisement, newspaper or circular, or on a card or sign, assumes such a title, name or designation

False representation, etc.

nom ou une désignation de nature à faire supposer qu'elle est dûment enregistrée ou a qualité pour exercer la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique, ou que, sans être médecin licencié, elle exerce la médecine, est, dans chacun de ces cas, passible d'une semblable amende de deux cents dollars pour une première infraction, de cinq cents dollars pour une deuxième infraction et de mille dollars pour toute autre infraction subséquente.

Preuve.

4. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, la preuve de l'enregistrement est à la charge de l'inculpé.

Seconde infraction, etc.

Le tribunal ne doit pas tenir compte d'infractions commises plus de deux ans avant celle dont il s'agit, aux fins de décider si c'est une seconde infraction ou une infraction subséquente."

Entrée en vigueur.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

as to give reason to suppose that he is duly registered or qualified to practise medicine, surgery or obstetrics, or that, though not a licensed physician, he practises medicine, shall, in each of such cases, be liable to a similar fine or two hundred dollars for the first offence, of five hundred dollars for the second offence, and of one thousand dollars for every subsequent offence.

4. In every prosecution under this act, the burden of proof of registration shall be upon the person prosecuted. Proof.

The court shall take no account of offences committed more than two years before the offence in question, for the purpose of deciding whether or not it is a second or a subsequent offence." Second offence, etc.

17. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.